

Pouvoir d'achat : toujours 5 % de retard sur les prix depuis début 2000

L'augmentation de 0,8 % de la valeur du point d'indice majoré au 1^{er} février 2007 (4,534 €) : une goutte d'eau dans un verre au trois quart vide.

Depuis le 1^{er} janvier 2000, le point indiciaire accumule, dernière augmentation comprise, 4,95 % de retard sur l'indice INSEE hors tabac (qui sert de référence au gouvernement) et 5,90 % sur l'indice avec tabac.

Le 1^{er} janvier 2000 constitue une date de référence commune pour toutes les organisations syndicales de la fonction publique car, depuis cette date, aucune négociation salariale n'a été menée à terme par les gouvernements successifs, et des décisions unilatérales ont été prises par les ministres de la fonction publique.

Le tableau ci-joint montre comment, chaque année, un retard nouveau

s'ajoute aux retards déjà accumulés. Sauf en 2005, année au cours de laquelle la mobilisation et les grèves des fonctionnaires ont contraint le gouvernement à prendre des mesures plus décentes.

Ce qui prouve bien que, sans mobilisation, non seulement les choses n'avancent pas, mais elles se dégradent. **C'est bien pourquoi la CGT n'a cessé et ne cessera de proposer à ses partenaires syndicaux de travailler à cette mobilisation. Période électorale ou pas, car tout retard engrangé pèsera très lourd.**

Évolutions	Indice majoré	Indice INSEE
2000	0,5	1,6
2001	1,2	1,3
2002	1,3	2,1
2003	0	1,6
2004	0,5	1,9
2005	1,8	1,6
2006	0,5	1,5

Le candidat SARKOZY remonte le temps

Dans un entretien récent, le candidat Nicolas SARKOZY s'est rappelé –s'il en était besoin- au bon souvenir des fonctionnaires. En effet, il se fixe comme objectif de ne remplacer que la moitié des 450.000 fonctionnaires qui, d'ici 2012, doivent partir à la retraite. Comme ça, « on aura retrouvé le même nombre de fonctionnaires qu'en 1992 ».

Pourquoi 1992 plutôt que 1991 ou 1993 ? On se perd en conjectures...

En tout état de cause, selon les modes de calcul, cela représente entre 190.000 et 225.000 emplois en moins.

Selon les projections de l'INSEE, de 1992 à 2012 la population aura crû de 11 à 12 % et la population active de 10 à 11 %. Belle perspective qu'une telle chute des effectifs de la Fonction publique, tant pour les agents que pour le service rendu à la population !

D'ailleurs, dans de nombreux secteurs, la situation serait à ce point intenable qu'une telle éventualité préparerait immanquablement à de nouvelles externalisations / privatisations.

Décidemment, il n'est pas sûr qu'on vote pour ce candidat là...

Bénéfices et dividendes : les records continuent de tomber

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les entreprises du CAC n'ont pas perdu leur temps en 2006. Les estimations les plus fiables font état de bénéfices qui atteindraient les 95 milliards d'euros pour l'année qui vient de se terminer.

Depuis 2004, les profits auront donc explosé de plus de 40 % ! Et tous les « experts » de tabler sur une nouvelle progression pour 2007 où la barre des 100 milliards d'euros devrait allègrement être franchie.

Où vont ces sommes vertigineuses ? Pas aux salaires, ça on le sait. Pas davantage aux investissements productifs qui représentent moins d'1/3 des profits.

Mais, alors : où ? Et bien aux dividendes versés aux actionnaires qui atteindront entre 26 et 32 milliards d'euros en 2006. Et si l'on rajoute les rachats d'actions à ces chiffres, on se retrouve alors à un total de sommes reversées aux actionnaires du CAC 40 compris entre 34 et 40 milliards d'euros ! Depuis 2003, les entreprises ont ainsi augmenté de 80 à 120 % les cadeaux effectués à leurs actionnaires.

Et là aussi, d'ores et déjà, on nous annonce une hausse nouvelle pour 2007 de plus de 20 % !

A longueur de temps et de commentaires, que n'entend-t-on dire sur l'abyssal déficit du budget de la France, sur le fait que ce dernier a atteint un niveau insoutenable ?

Et bien, ce déficit n'est pourtant pas plus important que l'argent retourné aux quelques milliers d'actionnaires du CAC 40.

En tout cas, à la CGT, on voit clairement un moyen efficace et juste pour résorber le déficit budgétaire...